

Dix ans après la tragédie du Rwanda

Les Mauritaniens accusent la classe politique rwandaise et la communauté internationale

Dix ans après le massacre d'environ un million de Tutsis et d'opposants hutus par des extrémistes hutus au Rwanda (Forces Armées Rwandaises et milices Interamwés), une tragédie déclenchée par l'assassinat des présidents rwandais et burundais quand un avion les transportant a été abattu au dessus de Kigali le 6 avril 1994, point de départ d'une orgie sanguinaire qui est entrée dans l'histoire comme "le quatrième génocide du vingtième siècle", les Mauritaniens se souviennent et accusent la classe politique rwandaise et la communauté internationale.

dont la genèse et le déroulement fait clairement ressortir la responsabilité de la communauté internationale, Nations Unies, grandes puissances et Etats de la sous région. La responsabilité des rwandais est largement en cause dans ce drame. Le fanatisme et la discrimination, l'hypocrisie et la démagogie qui ont un effet de déshumanisation sur des foules chauffées à blanc ont traduit le nettoyage ethnique sur le terrain".

Pour le président de l'Union des Forces de Progrès (UFP), une formation de l'opposition qui a toujours prôné le dialogue et la concertation entre pouvoir et opposition en Mauritanie et sur le continent, pour éviter "les dérapages, les aventures et les génocides", Mohamed Ould Maouloud, les responsabilités dans le drame rwandais d'il y a 10 ans sont partagées. Ce dirigeant de parti déclare à la PANA que "la commémoration du 10^e anniversaire du génocide perpétré au Rwanda est très importante pour la classe politique africaine. Elle donne l'occasion de réfléchir sur notre responsabilité en tant que citoyens, intellectuels, hommes politiques et dirigeants du continent. La célébration de cet anniversaire pose également le problème des théories et autres idéologies à caractère ethnique et de leur manipulation, même si certaines peuvent parfois contenir des revendications légitimes allant dans le sens d'une meilleure intégration

au profit de certaines communautés nationales sur le continent".

Pour Sall Amadou, enseignant chercheur à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Nouakchott, "plusieurs pays du continent sont de potentiels Rwanda 94 du fait de l'instrumentalisation violente des contradictions ethniques".

Le drame survenu au Rwanda en avril 1994 "est l'aboutissement d'un ensemble de contradictions et de problèmes liés à la formation de l'Etat Nation. Ces difficultés ont été mal négociées par les élites gouvernantes. Ces contradictions sont sources de graves difficultés un peu partout en Afrique. Un fait qui s'est toujours matérialisé par les coups d'état et les guerres civiles, le séparatisme et les rébellions. En réalité, toutes les guerres civiles en Afrique ont une dimension ethnique. La gestion des contradictions de ce caractère par une instrumentalisation violente a toujours eu la préférence de nos élites. A des degrés différents on peut citer les cas de la Guinée de Sekou Touré, la Mauritanie de 1989, la Côte d'Ivoire actuelle et bien d'autres pays pour dire que le cas rwandais n'est spécifique".

**CORRESPONDANCE
PANA**

Ainsi, pour le professeur Cheikh Saad Bouh Kamara, membre du conseil d'administration de la Fondation Nations Unies pour la lutte contre les Pires formes de l'Esclavage Moderne, ancien président de l'Association Mauritanienne des Droits de l'homme et ancien vice président de Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), tout le monde a quelque part un bout de responsabilité dans cette tragédie.

"Ce génocide du siècle après celui des Arméniens, des juifs et des Cambodgiens est un événement